

# ATTAC Var - Synthèse et positionnement dans les mouvements sociaux actuels

## 1- Le but d'Attac

Dans le processus de mondialisation, nous sommes dépendants de plus en plus largement de décisions lointaines. Face à la complexité des interactions que nous subissons, Attac se propose d'en faire une lecture cohérente. Dans le but de parvenir à nous situer et à nous projeter dans le monde qui nous entoure. D'où notre devise "Ensemble, se réapproprié le monde !"

Sommes-nous contre toute réforme ? Ce serait défendre un monde figé et archaïque. Nous militons pour un changement profond dans nos relations entre individus, acteurs au sein d'une société, avec les peuples qui nous entourent et avec la planète qui nous accueille. Considérant que tout obéit à des équilibres fragiles, nous défendons les diversités et nous nous opposons à un changement uniforme. Si le modèle Français doit nécessairement être modernisé, il présente une originalité qui mérite d'être préservée. Le changement à condition de s'entendre sur le but.

## 2- Nous n'inventons pas un complot

Le projet de décentralisation de l'Éducation Nationale et la réforme des retraites sont deux facettes d'un même projet beaucoup plus vaste.

On nous reprochera de prêter des intentions. Tout démontre qu'elles sont bien réelles. Nos inquiétudes ne sont pas liées au phantasme d'un complot imaginaire.

### 2-1- Le mensonge est bien un principe de gouvernement

Robert Byrd, doyen du Sénat Américain discours du 21 Mai 2003 :

*"Mais la coûteuse démagogie de l'équipe Bush au sujet des Armes de Destruction Massives en Irak est devenue plus qu'embarrassante. Elle a soulevé de sérieuses questions à propos de l'usage de faux-fuyants et d'un pouvoir illimité. Nos troupes ont-elles inutilement couru des risques ? Autant de civils irakiens ont-ils été tués et estropiés alors que la guerre n'était pas vraiment nécessaire ? L'opinion états-unienne a-t-elle été trompée ? Le monde a-t-il été trompé ?"*

.../...

*"Concernant la situation en Irak, il me semble que le peuple états-unien a pu être leurré de manière à accepter l'invasion d'une nation souveraine, sans provocation, ni véritable justification et en violation de lois internationales*

*depuis longtemps établies"*

### 2-2- Il existe bien des lieux de décisions occultes

Philippe Seguin («Itinéraire dans la France d'en bas, d'en haut et d'ailleurs») Constate que les décisions se prennent ailleurs que dans les instances démocratiques, à l'OMC, au FMI ou à la Commission Européenne. Le pouvoir politique a été vidé de sa fonction. Il ne fait que mettre en œuvre des décisions qui lui échappent.

### 2-3- Il existe bien un projet concerté de démolition des services publics

Document de l'OCDE de 1995 "Faisabilité politique de l'ajustement" :

*"Pour réduire le déficit budgétaire, une réduction très importante des investissements publics ou une diminution des dépenses de fonctionnement ne comportent pas de risque politique. Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement. Et l'école peut progressivement et ponctuellement obtenir une contribution des familles, ou supprimer telle activité. Cela se fait au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte que l'on évite un mécontentement général de la population"*

### 2-4- Il existe bien un projet instaurant la supériorité des droits des investisseurs sur tous les autres (sociaux, environnementaux ou politiques)

Il s'agit de l'AMI (Accord Multilatéral sur les Investissements). C'est la découverte de sa négociation secrète en 1997 qui est à l'origine d'un grand nombre de mouvements comme Attac.

Ce projet a été retiré officiellement. Mais il se poursuit sous différentes formes, au sein de la Commission Européenne ou à l'OMC.

## 3- Qu'est-ce que l'idéologie libérale ?

Pour elle, le bonheur de l'homme dépend directement de la rentabilité du marché. Plus une économie dégage des bénéfiques, plus la société s'enrichit, plus l'argent irrigue l'ensemble de ses couches sociales et plus la prospérité profite à tous. Ce système serait donc équitable et bénéfique pour l'humanité. C'est surtout un pari raisonnable pour les financiers puisqu'il leur profite en premier lieu.

## 4- Quelles sont les objectifs et les conséquences de cette idéologie ?

La loi du marché devant s'imposer à tous, tout ce qui concerne les échanges entre les hommes peut être considéré comme une marchandise.

Suivant ce credo, tout ce qui **constitue un obstacle** pour le marché doit être éliminé. Celui-ci se fonde sur deux principes

- Croissance forte
- Compétition permanente

### 4-1- Justification d'un système inégalitaire.

Les perdants doivent être éliminés.

- En 1960, les 20 % les plus riches de la population mondiale disposaient d'un revenu **30** fois supérieur à celui des 20 % les plus pauvres
- En 1995, pour les 20 % les plus riches, ce revenu était **82** fois supérieur
- Cette même année, les 20% les plus riches se partageaient **87,2%** du revenu mondial
- Les 20 % les plus pauvres ne bénéficiaient que de **1,4%** du revenu mondial

**4-2- Elimination des contraintes sociales.** Les droits sociaux sont un obstacle au profit. Le modèle est à trouver dans les zones de non droit où les ouvriers sont réduits à l'esclavage (maquiladoras entre Mexique et USA)

**4-3- Elimination des contraintes écologiques.** Se considérant de fait comme un sys-

tème indépendant, le libéralisme économique refuse de comptabiliser les ressources qu'il consomme et les déchets qu'il produit. Bush répète avec fermeté qu'aucune règle écologique ne pourra prétendre réduire le confort des Américains

### 4-4- Elimination des contraintes des services publics.

- Le privé serait toujours mieux géré, donc moins coûteux que le public
- Les services publics augmentent les impôts
- Ils constituent un gisement de profits importants qui échappent au marché.

## 5- Quel est l'objectif des privatisations

Ouvrir un vaste secteur d'activité au marché et aux profits. Si les investisseurs en sont clairement les bénéficiaires, quels avantages en tirons-nous ?

Les services sont-ils mieux gérés ?

- Oui. Au détriment des salariés (réduction des emplois et des salaires, augmentation des cadences, contrats précaires, délocalisations).
- Oui. Au détriment de la qualité et des prix qui ne cessent d'augmenter. (ex. l'eau)
- Oui, au détriment de l'économie locale qui perd des activités et ses capitaux.

Ce processus est imposé aux gouvernements par l'UE, suite aux accords signés dans l'AGCS. Quand ils affirment qu'il n'existe pas d'alternative, ils ne font qu'avouer leur allégeance à un processus dont nous ignorons tout.

# Une négociation permanente pour tout privatiser

## 5- Qu'est-ce que l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services) ?

C'est l'un des principaux accords qui se négocient à l'OMC avec l'Agriculture, les droits de propriété intellectuelle, la mobilité des personnes physiques, les Obstacles Techniques au Commerce, les normes sociales et environnementales.

Sauf que ce n'est pas un accord comme on peut le concevoir, un traité dont les clauses une fois négociées s'imposeraient à tous. Il s'agit d'un accord-cadre, c'est-à-dire une **négociation permanente**, qui se déroule indéfiniment au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Son caractère provisoire est destiné à faire avancer inéluctablement les principes du libéralisme.

### Qu'est-ce que l'OMC ?

Contrairement à son intitulé, ce n'est pas l'Organisation Mondiale du Commerce, dans le sens où il s'agirait d'une instance placée sous l'autorité des Etats pour réguler les échanges. Sa création

n'a pas été faite à la demande des Etats. Elle est une sorte de coup de force des négociateurs, destinée à prolonger et à institutionnaliser un cadre de négociations permanentes.

Il s'agit d'une instance autonome destinée à éliminer les règles existantes dans chacun des Etats, considérées comme des obstacles nuisibles au commerce.

Elle a pour but unique de favoriser les profits des investisseurs en les libérant de toute contrainte. C'est une instance indépendante et concurrente de l'OCDE.

### L'OMC: historique :

C'est le résultat d'une négociation entamée en... 1947 et qui a connu une succession de "rounds". A la fin du dernier Uruguay Round a été créé l'OMC, le 1<sup>er</sup> Janvier 1995

### Fonctionnement de l'OMC

Une instance plénière (conférence ministérielle) qui se réunit tous les deux ans pour tenter d'entériner l'avancement des négociations (149 membres, un pays une voix). Les véritables décisions se prennent entre les pays riches au Conseil Général.

## Structure de l'AGCS

- Les services qui relèvent de l'AGCS : tous en dehors du domaine régalien de l'Etat
- 12 secteurs (dont la santé, l'Education, l'énergie, les transports etc.)
- 160 sous secteurs, histoire de multiplier les lieux de négociations, chaque point acquis s'appliquant transversalement à l'ensemble des sous secteurs.
- 4 modes de fournitures des services dont l'un s'occupe des contrats de travailleurs étrangers payés suivant les lois sociales de leur pays d'origine.
- Calendrier des négociations : le dernier à Doha, le prochain en Septembre à Cancun

## L'éducation fait bien partie de l'AGCS

"L'éducation doit être perçue comme un service rendu au monde économique" (ERT, Table ronde des industriels européens, 02/95)

"Tous les services d'intérêt collectif, notamment l'enseignement, la santé, les diverses formes de protection sociale, [...] sont à transférer au secteur privé" (OCDE, Les technologies du XXIe siècle, 11/98)

"Le potentiel économique de l'éducation est renversant, [c'est] l'un des plus vastes de la planète [...], les entrepreneurs voient l'éducation comme une opportunité d'entrer sur un vaste et attrayant marché." (Glenn R. Jones, Address given to GATE Conférence, Paris, 30 septembre 1998.)

# Décentralisation et Retraites sont deux volets d'un même projet

## 6- La décentralisation libérale

Qui peut croire que le gouvernement veut nous l'imposer au nom de la démocratie, en vue de rapprocher les services publics des citoyens ? Il s'agit d'un plan pour casser ces services et les ouvrir au marché. En cela, elle concernera à terme tous les services. En ce qui concerne l'Education nationale :

- Sortir l'école des charges de l'Etat. Cela permet de diminuer les impôts
  - Diminuer le nombre de fonctionnaires dans l'E.N. (25% des dépenses de l'Etat). 50 % de fonctionnaires en moins, c'est 150 000 professeurs non remplacés dans les 7 prochaines années.
  - Favoriser un système inégalitaire. Le revenu des habitants par région varie de 1 à 3. Suite à l'actuelle décentralisation : dépense par habitant dans les lycées : de 40 à 77 € - par élève dans les écoles : de 250 à 900 €
- Supprimer ou ouvrir au privé les services décentralisés.

### Responsabilité de la carte des formations → aux régions

"Parce que la région connaît le tissu économique local et les débouchés existant sur le marché de l'emploi, le Conseil Régional arrêtera de concert avec le Recteur, la carte des formations professionnalisantes jusqu'au niveau Bac + 3". (Jean Pierre RAFFARIN, Rouen, 28/02/2003)

### Autonomie des établissements

"Les établissements disposeront de moyens globalisés qui leur permettront

d'adapter leur offre éducative, dans le respect des programmes nationaux"

### Rénovation des Conseils d'Administration

"Les conseils d'administrations seront rénovés, en laissant une plus large place aux parents d'élèves et aux élus"

### Gestion de la carte scolaire par les départements

"Le département qui implante les collèges et est responsable du transport scolaire doit être responsable de la carte des secteurs des collèges"

- Diminuer la qualité de l'enseignement pour favoriser l'offre privée D'autres projets sont déjà en œuvre à la Commission Européenne, comme la distribution des programmes par Internet, contrôlée par ceux qui ont le monopole du multimédia (Matra, Vivendi etc.)

## 7- La réforme des retraites.

- Diminuer les charges des entreprises
- Réduire les prestations pour encourager l'épargne privée
- Eviter le financement par le plein emploi
- Refuser de partager les gains de productivité.

## 8- Ce n'est qu'un début

Il s'agit d'un vaste plan de recul des droits sociaux.

- La sécurité sociale et l& santé
- Les lois sur le travail
- Les lois de protection de la nature
- La culture

# Mobilisation générale contre une régression de 30 ans

# Penser global Agir local

## Se mobiliser dans quel but ?

Aujourd'hui, le mouvement s'organise autour des écoles, dans les communes et les territoires. Une prise de conscience s'opère et les habitants se retournent vers leurs élus. Il s'agit non seulement de faire obstacle au projet gouvernemental mais d'agir pour faire échec aux accords internationaux auxquels il ne fait que se plier. Ce n'est donc que le début d'une action de longue haleine. Pour espérer peser et anéantir le projet, il sera nécessaire de s'unir avec tous les acteurs sociaux de France et d'Europe. Sans oublier les intérêts des autres peuples de la planète. Vaste mobilisation qui s'inscrit dans la durée, mais la mondialisation qui nous est imposée nous y oblige.

## 9- Ce que propose Attac

### 9-1 Au plan international

- Taxation des Transaction financières
- Transparence dans les institutions
- MORATOIRE et ÉVALUATION de l'impact de l'AGCS
- Subordination de l'OMC et du FMI aux chartes internationales (intégration dans l'ONU)
- Retrait du domaine de l'AGCS des secteurs comme l'eau, la santé, l'éducation, la culture, le logement, l'énergie ....
- Abrogation de l'article I 3 c, pour exclure très explicitement les services publics de la portée de l'AGCS.
- Annulation de la dette publique des PVD
- Dissolution du G8
- Interdiction des OGM en plein champ et maintien du moratoire Européen
- Formation
  - Université d'Eté
  - Conseil Scientifique
  - Publications
- Information
  - Presse et médias
  - Colloques
  - Manifestations
- Promotion d'un commerce équitable
- Soutien d'un développement durable

### 9-2 Au plan local

- Formation et information
- Interpellation des élus
  - Collectivité non OGM
  - Collectivité hors AGCS
  - Adhésion de collectivités à Attac
- Débat
- Manifestations
- Favoriser les initiatives (AMAP)
- Réinvestir les lieux de démocratie locale
- Promouvoir la démocratie participative

## 10- Comment fonctionne Attac

L'adhésion se fait individuellement à l'association nationale. Les adhérents se regroupent en Comités Locaux qui sont des associations indépendantes. La coordination entre le national et le local se fait au sein de la Conférence Nationale des Comités Locaux. Celle-ci se réunit au moins une fois par trimestre.

L'association comprend des membres fondateurs, un Conseil Scientifique, des Commissions Nationales

Elle privilégie l'information et la communication au moyen d'Internet (Site, listes d'information et de discussion, diffusion de communiqués).

### Bulletin d'adhésion (à retourner à Attac-Var)

**Particulier** Homme  Femme

Nom (en capitales) :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Téléphone :

Télécopie :

Adresse électronique :

### Adhésion à Attac-France

montant avec l'abonnement à Lignes d'Attac 8 € compris) :

- 15 € (revenu mensuel de 0 à 900 €)
- 31 € (revenu mens. de 900 à 1600 €)
- 37 € (revenu mens. de 1600 à 2300 €)
- 45 € (revenu mens. de 2300 à 3000 €)
- 52 € (revenu mens. au delà de 3000 €)

Adhésion à Attac-Var (adhésion Attac-France préalable)

- 1 € (chômeurs, RMIstes, étudiants)
- 3 € (actifs)

**Attac-Var** 98, Avenue. Donchéry - 83 100 TOULON - Tel : 04 94 20 90 64 - 06 64 39 47 65

E Mail – [attac-var@attac.org](mailto:attac-var@attac.org) - Site - <http://www.local.attac.org/attac83>